BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE DROIT PRIVÉ ET DE DROIT CRIMINEL
fondée par MM. les Professeurs H. Lévy-Ullmann et P. Lerebours-Pigeonnier
Dirigée par M. Paul LEREBOURS-PIGEONNIÈRE
Professeur de Droit civil à l'Université de Rennes

ESQUISSE DU DROIT CRIMINEL ANGLAIS

D'APRÈS DES

Conférences faites à l'Université de Cambridge

PAR

Courtney Stanhope KENNY, L.-L.-D., F.-B.-A.

PROFESSEUR DE DROIT ANGLAIS A CAMBRIDGE (*Downing College*)

PRÉSIDENT DES SESSIONS TRIMESTRIELLES DU COMTÉ DE CAMBRIDGE

ANCIEN DÉPUTÉ DE BARNSELY

Sontibus unde tremor, civibus inde salus.

Traduit d'après la neuvième édition

PAR

ADRIEN PAULIAN

DOCTEUR EN DROIT

SECRÉTAIRE-RÉDACTEUR A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Avec une préface de M. E. GARÇON

PROFESSEUR DE LÉGISLATION CRIMINELLE ET DE DROIT PÉNAL COMPARÉ
A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PARIS (5^e)

ANCIENNEMENT M. GIARD ET É. BRIÈRE
MARCEL GIARD & C^{ie} SUCCESSEURS

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULIER

1921

AVERTISSEMENT DU TRADUCTEUR

Les institutions de la Grande-Bretagne, sa politique, son droit, ont fait l'objet d'innombrables livres. En ajoutant une modeste traduction aux travaux de devanciers illustres, nous n'avons d'autre but que de présenter des textes, laissant au lecteur le soin de comparer, de déduire et de conclure. Afin qu'il puisse juger sagement, nous avons choisi un traité destiné aux étudiants des Universités anglaises et dû à la plume d'un jurisconsulte éminent de Cambridge. Parmi les ouvrages de droit criminel publiés outre Manche, celui du professeur C. S. Kenny, L. L. D., F. B. A., nous a paru le plus représentatif de la mentalité de nos alliés. Aussi avons-nous été particulièrement heureux de recevoir l'autorisation de le traduire. Une longue pratique de l'enseignement supérieur, une haute culture, une recherche constante de l'exactitude la plus minutieuse, jointes à une connaissance approfondie des hommes et des choses, telles sont les caractéristiques de l'auteur.

Nous nous sommes efforcés de respecter le texte anglais et de traduire avec précision, le style dût-il en souffrir. Sur quelques points, nous avons ajouté de brèves explications.

Par contre, nous nous sommes permis de supprimer quelques notes sans grand intérêt pour le public français (1).

Nous n'avons pas eu pour objet, en poursuivant ce travail, de faciliter les emprunts que la France pourrait faire au droit britannique.

Copier une loi ou une institution étrangère est, sans contredit, le mode de légiférer le plus dangereux qui soit. Cette pratique n'est malheureusement pas nouvelle. Elle témoigne d'une précipitation irréfléchie ou d'une ignorance absolue des profondes différences intellectuelles qui séparent les peuples. « L'âme d'un Français n'est point l'âme d'un Anglais » a dit Taine (2). Plus et mieux que toute autre nation, l'Angleterre s'est défendue contre l'importation des idées étrangères. En exposant l'extrême complexité, l'inévitable enchevêtrement et les transformations historiques de sa législation criminelle, nous espérons éveiller l'attention du lecteur français et le mettre en garde contre l'abus que nous signalons.

Qu'on ne se méprenne pas sur le caractère de cette affirmation ni sur sa portée. L'étude des institutions britanniques présente une utilité incontestable si elle est désintéressée ; en particulier, l'étude du droit criminel anglais contemporain nous enseigne les modifications subies au cours des

(1) L'auteur a bien voulu apporter quelques légères modifications au texte de la neuvième édition, soit dans le but de le rendre plus clair pour le lecteur étranger, soit afin de tenir compte des lois, de la jurisprudence et des statistiques les plus récentes.

(2) On peut répéter au sujet du droit, ce que Taine disait des Gouvernements : « Chaque peuple a son génie distinct ; c'est pourquoi chaque peuple a son histoire distincte. Les Gouvernements, comme les plantes, sont indigènes. Transplantés, ils périssent ou ils languissent. La France n'est point Rome, et l'Angleterre n'est point la France ». Taine, *Essais de critique et d'histoire*, 1858, p. 368.

siècles par la mentalité et la vie sociale britanniques.

Un autre sentiment nous a aussi inspiré. La sympathie qui unit la France et l'Angleterre, la camaraderie née sur les champs de bataille, la communauté du danger qui menace encore ces deux peuples, ne suffiront peut-être pas à éviter des malentendus s'ils continuent à s'ignorer. Tout ce qui permettra aux compagnons d'armes d'hier de se mieux comprendre resserrera les liens d'une alliance dont dépendent la paix et l'honneur du monde. Si notre travail peut contribuer à cette entente nous nous estimerons suffisamment récompensés.

(1) Il est probable que bien peu de lecteurs auront le loisir de consulter les divers recueils de jurisprudence pour y rechercher les jugements mentionnés en note dans ce livre. Je tiens cependant à signaler ici que les plus intéressantes espèces ont été réunies par le Professeur Kenny dans son ouvrage ; *Kenny's Select Cases in Criminal Law*, Cambridge, *University Press*. Dans notre traduction nous avons désigné cet excellent instrument de travail par les initiales K. S. C.

PRÉFACE

Le droit criminel anglais, est, en général, assez mal connu en France. Sans doute, on sait que la procédure criminelle est accusatoire, qu'elle est orale et contradictoire, que tout le monde peut intenter l'action publique, et qu'elle donne à la défense des accusés de puissantes et efficaces garanties. On n'ignore pas non plus le Bill de l'*Habeas corpus*, qui remonte très haut dans l'histoire des libertés anglaises. Mais on sait beaucoup moins comment ces institutions fonctionnent pratiquement. Quant au droit pénal proprement dit, c'est-à-dire aux règles de l'incrimination et de la pénalité, il est presque complètement inconnu. Cependant de tous les droits pénaux étrangers, le droit anglais est un de ceux qui devraient intéresser le plus les criminalistes français.

On peut d'abord y trouver, je crois, la confirmation d'une doctrine à laquelle j'ai, pour ma part, donné depuis longtemps mon adhésion et dont l'exactitude m'apparaît de jour en jour plus certaine. Sous des apparences différentes, les législations répressives de tous les peuples civilisés présentent une très frappante ressemblance et il se dégage de leur

comparaison un fond de principes, qui forme comme un droit commun général, qu'on retrouve dans chacune d'elles. Ceux qui étudient le droit comparé sont ordinairement frappés des dissemblances qu'ils constatent dans les lois des divers pays. Mais les ressemblances ne sont pas moins curieuses et intéressantes.

Or, cette constatation s'applique particulièrement au droit anglais. Au fond, les solutions concrètes qu'il consacre sont presque les mêmes que chez nous, et la liste des faits punissables ne s'éloigne pas sensiblement dans l'une et l'autre législation. Laissez de côté la technique juridique, dont nous parlerons plus loin, et examinez le fond des choses, vous vous convaincrez vite que la loi anglaise déclare irresponsables ceux que notre code ne punit pas ; qu'elle admet les mêmes faits justificatifs, qu'elle réprime la participation des coauteurs et des complices à peu près dans tous les cas où nous l'incriminons, qu'elle prévoit, comme nous, les délits contre la propriété, les homicides et les coups et blessures volontaires ou par imprudence, les faux, les attentats aux mœurs, les crimes contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ; et sous les mêmes conditions. En autres termes, presque tous ceux que nous châtions et que nous envoyons à l'échafaud seraient pendus en Angleterre ; ceux que nous plaçons dans nos bagnes seraient envoyés dans les établissements de *hard labour*. Abstraction faite du formalisme juridique, considérons le crime ou le délit lui-même, le *fait* que les juges doivent réprimer ; au-dessus des textes écrits, plaçons la pratique et la vie du droit répressif, et il sera impossible de n'être pas frappé non seulement de la similitude, mais bien souvent de l'identité des solutions pratiques.

On pourrait, dans un très grand nombre de cas, être tenté d'expliquer ces ressemblances fondamentales par la

loi de l'imitation. Il est incontestable, en effet, qu'elle a joué un rôle très important dans la rédaction des codes de l'Europe continentale rédigés au XIX^e siècle, auxquels, si on remonte à l'origine, notre vieux code de 1810 a servi de modèle. Mais il est évident que ces imitations et ces emprunts ne sont possibles que s'il répondent aux mêmes nécessités sociales, et aux mêmes besoins pratiques. Il y a là une limitation naturelle que la volonté du législateur ne saurait dépasser. Or, cette relation étroite et nécessaire qui lie les phénomènes de la criminalité et les lois répressives, telle que tous les peuples arrivés au même degré de culture et de civilisation, d'évolution économique et morale, sont amenés à réprimer les mêmes faits par des mesures semblables, reçoit une confirmation nouvelle et décisive de l'étude du droit anglais. Il n'a subi l'influence d'aucune autre législation criminelle moderne; il est à peu près pur de toute imitation. Il s'est développé librement et spontanément. Et cependant, nous venons de le dire, dans ses assises essentielles il ne s'éloigne pas de la législation des autres peuples civilisés, et de la législation française en particulier. Rien, selon nous, ne montre mieux et plus clairement l'existence de lois naturelles qui régissent le crime envisagé comme phénomène social, et qui dominent les lois répressives positives.

Mais si, par application de cette loi sociologique, le droit criminel anglais ressemble à celui de tous les autres peuples, sa technique en est au contraire fort éloignée. Précisément parce qu'il s'est formé d'une manière indépendante : il a sa terminologie propre, ses catégories particulières, son originalité profonde. Il punit à peu près les mêmes faits que notre Code Pénal, mais les définitions des infractions et leurs classifications sont très différentes. La

procédure pénale, spécialement, qui n'établit que des règles de forme, est une pure création du génie anglais. Il faut d'ailleurs pour en comprendre l'esprit, en connaître le fonctionnement pratique et savoir, par exemple, quel rôle jouent les recherches de la police dans une instruction criminelle. La théorie des preuves, que domine le principe de la preuve légale, ne ressemble pas du tout à notre système de preuve par intime conviction. Enfin la dialectique juridique anglaise est très éloignée de celle à laquelle les esprits français sont accoutumés. On ne raisonne pas de la même façon des deux côtés du détroit. Un juriste anglais ne serait probablement pas convaincu par nos argumentations où nous cherchons la solution d'une controverse en consultant le texte, les précédents historiques, les travaux préparatoires, les nécessités pratiques. Mais, de notre côté, nous avons peine à comprendre les arrêts anglais où chaque juge se détermine par les précédents librement interprétés et procède souvent par pures affirmations.

Or, ces techniques particulières à chaque peuple, dérivent de longues traditions, de mœurs judiciaires propres à chaque peuple, et consacrées par un usage immémorial. Elles s'accordent avec leur tournure d'esprit, et le propre génie juridique de chaque nation. M. Paulian met en garde contre la tendance, à laquelle on a quelquefois cédé chez nous, d'emprunter des institutions étrangères pour les introduire dans notre législation française. Combien il a raison ! Hier on voulait nous imposer les théories germaniques, celles-là même qui avaient pour but de justifier et de magnifier la suprématie allemande sur le monde. Il ne serait pas moins pernicieux de songer aujourd'hui à copier servilement les institutions anglo-saxonnes. Il y a un certain nationalisme juridique qu'aucun peuple ne peut sa-

crifier sans dommage. Les importations étrangères brutales dans le domaine de la législation, se heurtent souvent dans la pratique à des obstacles insurmontables. L'expérience apprend qu'elles ont pour résultat non point d'assurer un progrès réel, mais de créer un trouble profond et un désordre social.

Cependant il faut garder une juste mesure. Aujourd'hui comme autrefois, il reste nécessaire de connaître la science étrangère, aussi bien la science sociale que les sciences physiques et naturelles. Nous pouvons trouver dans les lois italiennes, anglaises et allemandes et dans les travaux des criminalistes étrangers, des idées fécondes et justes qui sagement utilisées — repensées en français, — peuvent contribuer au progrès de nos propres institutions, tout en leur conservant leur caractère français.

A ce point de vue, c'est surtout l'étude du droit anglais, qui dans le domaine de législation répressive peut nous fournir d'utiles enseignements, parce qu'il est le droit d'une nation libre. Le droit criminel fait partie intégrante du droit public d'un peuple. Il est fonction des principes qui sont à la base des institutions constitutionnelles. Il ne peut être le même dans une monarchie absolue, et dans une démocratie. Le plus grave reproche qu'on puisse adresser, à cette heure, à nos vieux codes de 1811 est d'avoir été écrits à l'époque de la réaction napoléonienne. Ils sont devenus incompatibles avec un régime de suffrage universel libre et avec un gouvernement d'opinion. Il faudra bien un jour faire disparaître cette antinomie, et songer à mettre nos lois répressives d'accord avec les principes essentiels qui dominent nos institutions politiques. Pour accomplir ces réformes nécessaires, l'expérience anglaise peut être du plus utile secours. L'influence

de droit anglais sur notre code d'instruction criminelle a été considérable. La révolution lui avait emprunté le jury et la procédure des crimes, et ces principes ont été conservés pour les juridictions de jugement. Nous pouvons encore, en agissant avec prudence et en sachant adapter les lois anglaises à nos traditions et à nos coutumes judiciaires, en faire le plus légitime et le plus utile usage.

Ainsi, par la comparaison du droit français et du droit anglais, dégager les lois sociologiques de la répression, trouver dans la connaissance de ce droit étranger des indications précieuses pour les réformes libérales de notre propre législation française, étudier une technique et une dialectique juridique toute différente de la nôtre et élargir nos propres méthodes : voilà les principales raisons pour lesquelles la connaissance des lois anglaises répressives s'imposent aux criminalistes. Depuis plus de quarante années je convie mes élèves à entrer dans cette voie. Sans les détourner ni de la science italienne, qui depuis le xvi^e siècle tient une des premières places, sinon la première dans les grands mouvements réformateurs du droit pénal ; ni de la science allemande, dont la critique a éclairci certaines théories ; je me suis toujours attaché à leur montrer le profit qu'ils pouvaient tirer de la fréquentation des criminalistes anglais et de la connaissance de l'esprit pratique et libéral des institutions anglaises.

Malheureusement ces études étaient à peu près interdites à ceux qui ne possèdent pas l'usage de la langue anglaise. La traduction que M. Paulian offre aujourd'hui au public de langue française, comble une véritable lacune. L'ouvrage de M. Kenny ne pouvait être mieux choisi : c'est un livre élémentaire, écrit sous une forme accessible à tous, et qui permettra d'acquérir rapidement et avec exac-

titude, la connaissance des principes essentiels du droit pénal anglais. Ceux à qui ce droit n'est pas inconnu y trouveront un résumé qui ne leur sera pas sans utilité ; les autres s'initieront en le lisant à cette science originale, et pourront ainsi corriger beaucoup d'erreurs et de préjugés qui sont malheureusement fort répandus, chez nous, sur le droit de nos voisins. Je souhaiterais surtout, pour ma part, que ce livre devint classique dans nos facultés de droit, et qu'il prit place dans la modeste bibliothèque de ceux de nos étudiants qui s'intéressent au droit criminel, et qui viennent chercher, dans nos écoles, la culture de leur esprit, plutôt qu'un diplôme.

E. GARÇON.

Professeur de législation criminelle et de droit pénal
comparé à la faculté de droit de Paris.

Paris, novembre 1920.

LISTE DES ESPÈCES CITÉES

A

R. v. Lord Abingdon	391
Ackroyd v. Barrett	211
R. v. Adams	393
R. v. Adanson	447
R. v. Aden	242
R. v. Aitken	296
R. v. Alexander	147
<i>The Alexandra</i>	401
R. v. Alice	64
R. v. Allen	149, 383
Angus v. Clifford	316
Angus v. Smith	450
R. v. Ardley	315
Armory v. Delamirie	457
Ashford v. Thornton	24
R. v. Ashwell	275, 277
Atcheson v. Everitt	10
Att. Gen. v. Bowman	17
Att. Gen. v. Bradlaugh	17, 435
Att. Gen. v. Briant	475
Att. Gen. v. Hitchcock	449
Att. Gen. v. Radloff	490
Att. Gen. v. Kwok-a-Sing	398
Aveson v. Kinnaird	461
R. v. Ayes	150

B

R. v. Bailey (R. and R.)	87
R. v. Bailey (12 Cox)	294
R. v. Bainton	590
R. v. Baker	376
R. v. Baldry	497
R. v. Ball (C. and M.)	315
» [1911]	447, 521, 624
R. v. Bancroft	315
R. v. Barber	603
R. v. Barnard	311
Barnes v. Merritt	446
Barnes v. Trompowsky	476
R. v. Barrett	173, 325
R. v. Barronet	87, 516
Barrow v. Llewelin	392
R. v. Barrow	325
R. v. Baskerville	485
R. v. Bate	496
R. v. Bateman	327, 430
R. v. Bazeley	292
Beatson v. Skene	474
Beatty v. Cullingworth	463
Beatty v. Gillbanks	357, 358, 614
R. v. Beckett	184
Backwith v. Philby	559
R. v. Bedingfield	461
Benbow v. Low	568
Bennett v. Watson	569

Berkeley Peerage Case	460, 467	R. v. Bruce	137
R. v. Simon Bernard	442	R. v. Bryan	315
R. v. Bernay	505	R. v. Buckley	469
Berryman v. Wise	414	R. v. Buckmaster	265
R. v. Best	499	Bunbury v. Matthews	414
Betts v. Armstead	57	R. v. Bunkall	242
Betts v. Lee	285	R. v. Burgess	144
R. v. Bickley	486	R. v. Burley	500
R. v. Bingley	258	R. v. Burns	603
R. v. Birchall	148	R. v. Burton (3 F. and F.)	72
Bird v. Jones	198	R. v. Burton (Dearsly)	426
R. v. Birmingham Railway Company	81	R. v. Butler	566
R. v. Birmingham Church- wardens	468	R. v. Butt	108
R. v. Bishop	57	R. v. Button	317
Blades v. Higgs	248		
Blake v. Allen	333	C	
R. v. Blakeman	600	R. v. Cabbage	271
R. v. Bliss	468	R. v. Cade	324
R. v. Boden	261	R. v. Cambridge Tailors	368
Ex parte Bollman	370	R. v. Canniff	141
Bond v. Evans	60	Elizabeth Canning's Case	
R. v. Booth	499	422, 449,	482
R. v. Borrett	414	R. v. Abp. of Canterbury	615
Re Borrowes	187	Capital and Counties Bank v. Henty	390
Boulter v. Justices of Kent	536, 562	R. v. Carden	564
R. v. Boulton (1 Den.)	309, 310	Carlisle v. Bragg	330
» (12 Cox)	365	U. S. v. Carr	91
Commonwealth v. Bowen	145, 265	The Carrier's Case	240
<i>In re</i> Bowman	395	Cartwright v. Green	276
R. v. Boyes	473, 485, 487	Carver v. Pierce	254
R. v. Bradlaugh	506	R. v. Casement	342, 350, 529
R. v. Bradshaw	140	R. v. Cassidy	596
R. v. Brailsford	367	R. v. Castro	423
R. v. Brasier	472	Catley v. Lowndes	289
Breese v. The State	110	The State v. Causey	260
R. v. Brettell	581	R. v. Chadwick (2 Moo. and R.)	329
Brewster v. Sewell	455	Chambers v. Bernasconi	470
R. v. Brice	222	R. v. Chandler	221
R. v. Brodribb	356	R. v. Chapman	309
Commonwealth v. Brooks	98	R. v. Chapple	113
R. v. Brown	104, 150, 449		

R. v. Drew	497	R. v. Foley	249, 253
R. v. Driscoll	197	Ford v. Wiley	88
Du Bost v. Beresford	461	The Forester's Case	252
R. v. Duckworth	103, 185	R. v. Foster (7 C. and P.)	430
R. v. Dudley and Stephens		» (R. and R.)	373
- 44, 95, 96, 97, 134, 604		R. v. Foulkes	294
Dyke v. Elliott	166	R. v. Francis	447, 457
R. v. Dyson	145, 177	R. v. Franklin	152
		Freeman v. Cooke	262
		R. v. Frost	341, 413, 604
		R. v. Fursey	455

E

Earle v. Picken	456
Eastern Counties R. C. v.	
Broom	82
R. v. Eccles	365
Edgar, ex parte	123
Edgington v. Fitzmaurice	316
R. v. Egginton	219
Eley v. Lytle	213
R. v. Emden	598
Emmens v. Pottle	390
R. v. Ensor	394
R. v. Eriswell	460
R. v. Esop	89
Governor Eyre's Case	518

F

Fairlie v. Denton	465
R. v. Farquharson	427
R. v. Faulkner	209
R. v. Featherstone	235, 267
Felstead v. Director P.P.	620
Field v. Receiver	357, 359
Figg v. Wedderburne	467
R. v. Finney	154
R. v. Firth	255
R. v. Fish	278
R. v. Fisher	447
Fisher v. Ronalds	473
Doe dem. Fleming v. Fleming	413
R. v. Flowers	275

G

R. v. Gale	296
R. v. Gamlen	77
Gardner v. Mansbridge	213
R. v. Gardner (L. and C.)	268, 603
» (L. R. 1899)	603
R. v. Gay	486
Gayford v. Chouler	213
R. v. Gaylor	174
Gerbage's Case	336, 539
R. v. Gibbon	377
R. v. Gibbons	474, 498
R. v. Giddins	581
R. v. Gilbert	306
R. v. Giles	312, 317
R. v. Gill	364
R. v. Gilligan	465
R. v. Gilson	510
R. v. Gloster	488
R. v. Good	582
R. v. Gordon	316
Lord George Gordon's Case	
	361, 461
Goulder v. Rook	57
R. v. Graham	519
R. v. G. N. E. R. C.	81
Green v. Goddard	198
R. v. Greening	148
Greenough v. Eccles	451
Greenough v. Gaskell	474

Gregory v. Brunswick	367	R. v. Hearn	88
R. v. Gregory	102	Heffer v. Martin	366
Gregson v. Gilbert	95	R. v. Hehir	275
R. v. Grey	170	R. v. Hench	264
R. v. Lord Grey	367	R. v. Hennah	191
R. v. Griffin (11 Cox)	64, 138	R. v. Hensler	105
R. v. Griffith	110	Herman v. Jeuchner	566
R. v. Grimwood	594	R. v. Hewlett	197
R. v. Gross	168	R. v. Hibbert	54
Keepers v. Gwinn	372	R. v. Higgs	248
		R. v. Higgins (3 C. and P.)	563
		R. v. Higgins (2 East)	102, 104
		Higham v. Ridgway	469
		R. v. Hill (2 Den.)	471
		R. v. Hilliard	262
		R. v. Hilton	152, 160
		R. v. Hind	488
		R. v. Hindmarsh	426
		Hobbs v. Winchester	57
		R. v. Hobson	413
		R. v. Hodgkinson	503
		R. v. Hodgkiss	492
		R. v. Hodgson	330
		R. v. Hoggins	295
		R. v. Holchester	603
		Holcombe v. Hewson	445
		R. v. Holden	376
		R. v. Holland	160
		Hollingham v. Head	445
		R. v. Holloway (1 Den.)	270
		» (5 C. and P.)	272
		» (5 B. and Ald.)	394
		» (65 J. P.)	489
		R. v. Holloway Governors	242
		R. v. Hook	484
		Hopewell v. De Pinna	415
		Hopper v. Reeve	199
		R. v. Horner	326
		R. v. Horsey	173
		Hoskins v. Tarrance	254
		Howatson v. Webb	330
		Howell's Case	132
		R. v. Hudson	504
		R. v. Hughes (Leach)	223
H			
Commonwealth v. Hackett	160		
R. v. Hadfield	68, 86, 480		
R. v. Haines	220		
R. v. Hall (R. and R.)	220		
» (3 C. and P.)	261		
R. v. Halliday	190		
R. v. Halloway	170		
Hamilton v. Bone	213		
R. v. Hammond	368, 370, 444		
Hannam v. Mockett	257		
R. v. Hanson	195		
R. v. Harborne	415		
Hardcastle v. Bielby	58		
R. v. Hardie	341		
The State v. Hardie	84		
Hardman v. Booth	266		
R. v. Hardy	346, 474		
R. v. Hargrave	488		
R. v. Harris (15 Cox)	210		
» (Leach)	219		
» (5 B. and Ald.)	484		
» (C. C. C.)	596		
R. v. Harrison (Leach)	235, 267		
» (St. Tr.)	489, 502		
R. v. Hassall	241		
R. v. Hausmann	17		
Haynes v. Stephenson	405		
R. v. Hayward	160, 296		
R. v. Hazelton	312		
R. v. Hazy	433		